UNIVERSITAIRES ET CADRE DE RÉFÉRENCE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JUIN 2010 AU 31 MAI 2015

Décembre 2011



Le présent document a été réalisé par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Coordination et rédaction

Direction de l'équipement Direction générale du financement et de l'équipement Secteur de l'enseignement supérieur

Révision linguistique

Sous la responsabilité de la Direction des communications

Pour tout renseignement, s'adresser à l'endroit suivant :

Direction de l'équipement Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport 1035, rue De La Chevrotière, 19° étage Québec (Québec) GIR 5A5 Téléphone: 418 643-6524

Ce document peut être consulté sur le site Web du Ministère : www.mels.gouv.qc.ca.

© Gouvernement du Québec Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2012

ISBN 978-2-550-63921-3 (version imprimée) ISBN 978-2-550-63922-0 (PDF)

ISSN 1927-825X (version imprimée) ISSN 1927-8268 (PDF)

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2012 Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2012

SECTION 1

PLAN QUINQUENNAL D'INVESTISSEMENTS UNIVERSITAIRES 2010-2015

Le Plan quinquennal d'investissements universitaires (PQIU) pour la période du 1^{er} juin 2010 au 31mai 2015 a été approuvé par le décret numéro 1301-2011 du 14 décembre 2011.

SECTION 2

CADRE DE RÉFÉRENCE

Le cadre de référence présente les lignes directrices de l'élaboration du Plan quinquennal d'investissements universitaires, conformément au cadre normatif adopté par le comité conjoint MELS-CREPUQ en 2003*, autorisé par le Conseil du trésor le 6 avril 2004 et révisé les 28 mars 2006, 20 mars 2007 et 25 novembre 2008.

Le cadre de référence présente également la règle budgétaire liée à l'enveloppe d'efficacité énergétique approuvée le 20 mars 2007 par le Conseil du trésor.

Les paramètres, les formules de calcul et les données de base utilisés pour la répartition par établissement des enveloppes autorisées sont présentés dans les tableaux qui accompagnent le cadre de référence.

Il peut être consulté sur le site Internet du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), à l'adresse suivante :

www.mels.gouv.qc.ca/sections/publications/Ens_Sup/l inancement_equipement/PlanQuinquennalInvestis sements2010-2015.pdf

^{*} Le cadre normatif est constitué des deux documents suivants :

Cadre normatif des investissements universitaires, Partie 1 : Normes d'espaces, novembre 2008.

Cadre normatif des investissements universitaires,
 Partie 2 : Normes de coûts et enveloppes annuelles, novembre 2008.

Annexe A

Plan quinquennal d'investissements universitaires 2010-2015 Maintien des actifs et nouvelles initiatives Parachèvements

Annexe B

Plan quinquennal d'investissements universitaires 2010-2015

Annexe C

Plan quinquennal d'investissements universitaires 2010-2015 Répartition des enveloppes normalisées et de l'enveloppe du développement des systèmes d'information pour l'année 2010-2011

Annexe D

Plan quinquennal d'investissements universitaires 2010-2015 Répartition de l'enveloppe autorisée pour les corrections des allocations normalisées pour la résorption du déficit d'entretien accumulé pour l'année 2010-2011

		/						_	
1.	MAINTIEN DES ACTIFS								
11	ENVELOPPES NORMALISÉES								
	POUR LE PARC IMMOBILIER								
111	Réaménagement	100,023		19,455	19,845	20,241	20,241 62,903	20,241 62,903	100,023 310,808
112	Rénovation	310,808		60,445	61,654 44,650	62,903 45,543	45,543	45,543	225,053
113	Rattrapage	406,743	181,690	43,774			128,887	128,687	635,884
	Total partiel 1 1	817,574	181,690	123,674	126,149	128,687	128,887	128,687	633,884
12	BONIFICATION DE LA POLITIQUE DE								
	MAINTIEN DES ACTIFS								
121	MAO-TIC	35,000 123,833	35,000 44,759	15,390	15,688	16,002	16,002	16,002	79,074
122	Correction des allocations normalisées (Rénovation des bitiments)							18,002	79,074
	Total partiel 1 2	158,833	79,759	15,380	15,000	18,002	16,002	16,002	10,014
13	RÉSORPTION DU DÉFICIT D'ENTRETIEN								
	ACCUMULÉ	493,953	137,360	69,360	70,747	72,162	72,162	72,162	356,593
	Total partiel 1 3	483,953	137,360	69,360	70,747	72,162	72,182	72,162	356,593
14	FONDS FRONT 1	10,850		2,170	2,170	2,170	2,170	2,170	10,850
	Total partiel 1 4	10,850		2,170	2,170	2,170	2,170	2,170	10,850
						0.000	3,000	3,000	15,000
15	EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE	15,000	-	3,000	3,000	3,000			
	Total partiel 1 5	15,000		3,000	3,000	3,000	3,000	3,000	15,000
	Total 1	1 496,210	398,809	213,584	217,754	222,021	222,021	222,021	1 097,401
2.	DÉVELOPPEMENT								
-	INFORMATIQUE 2	70,000		14,000	14,000	14,000	14,000	14,000	70,000
_	Total 2	70,000	-	14,000	14,000	14,000	14,000	14,000	70,000
3.	NOUVELLES INITIATIVES								
31	PROJETS DU MELS								
311	UQAM - Infrastructures pour la sécurité	3,753		3,753	-			-	3,753
312	Relikement de l'anveloppe de développement informatique								
	pour des projets spáciaux - 1 th phase modemisation des systèmes						2,570		2.570
	et des technologies de l'information de l'Université Leval	2,570	*			-			
	Total partial 3 1	6,323		3,753	-	-	2,570		6,323
32	INFRASTRUCTURES DE RECHERCHE								
32	VIREMENT DU MDEIE								
321	FCI - Fonds des leaders	15,914		15,914		-			15,914
322	FCI - Chares de recherche	5,512		5,512			-		5,512 (0,124)
323	FCI - Ajustoment VIREMENT DU MDEIE	(0,124)		(0,124)			-		(0, 124)
324	PSRv2 - NRS - institut Armand-Frapper (infrastructures d'analyses collulares)	0,775		0,775		-	.	-	0,775
024	Poner - 1970 - 1990 Million of Appel (1990 - 1990)								
	Total partiel 3 2	22,077		22,077		-		-	22,077
33	PROJETS AUTOFINANCÉS 3							- 1	
331	UC - Acquastion de l'édifice du Club Monteltone (MT) 4					-	-		+
332	UM - Édifice 3190 rue Spotte à St-Hysomitie 5	-			-	-	-	-	-
333	UMG - Éditos 3610 McTavah 6	- 1	-		-	-			
334	UMG - Édifice 689 Sherbrooks 7 UMG - Édifice Complese des exences de la ve 8						0	. 1	
335	UMG - Editos Compisse des sciences de la vie " UMG - Éditos Martiet House				-	~	-	-	-
337	UMG - Édifice Pavillon de munique 10					-		~	
338	UMG - Éditos 3465 Durocher 11		1.0	-			-		
339	UMG - Édifice Pestocke Storage Shed 12	-				-			1
3 3 10	UMG - Édifice Barton ¹³ UMG - Édifice Stewart, Walter & May, House ¹⁴				1				-
	UMS - Edital Sewart, Water & May, House						8		
3311	UMG - Édifice Museum Farm 15							-	*
3311 3312 3313	UMG - Édifice Museum Farm ¹⁵ UMG - Édifice Gite Cottage ¹⁶		e	*					
3 3 12 3 3 13 3 3 14	UMG - Éditos Museum Farm ¹⁵ UMG - Éditos Gile Cottage ¹⁶ UMG - Éditos Workshop / Garage ¹⁷	1			-	-			
3 3 12 3 3 13 3 3 14 3 3 15	UMG - Édifice Museum Farm ¹⁵ UMG - Édifice Gite Cottage ¹⁶ UMG - Édifice Workshop / Garage ¹⁷ UGAM - Édifice Hubert-Aquar Annaus ¹⁰			:	-				
3 3 12 3 3 13 3 3 14 3 3 15 3 3 16	UMG - Édifice Nuseum Farm ¹⁵ UMG - Édifice Citage ¹⁶ UMG - Édifice Workshop / Garage ¹⁷ UQAM - Édifice Hubert-Aquin Annisse ¹⁰ UCAM - Édifice 145 avenue du Préddient-Kannedy ¹⁹								
3 3 12 3 3 13 3 3 14 3 3 15 3 3 16 3 3 17	UMG - Édition Biluseum Farm ¹⁵ UMG - Édition Giler Cottage ¹⁶ UMG - Édition Workshop / Garage ¹⁷ UGAM - Édition Hubert-Aquin Annexe ¹⁰ UGAM - Édition Hubert-Aquin Annexe ¹⁰ UGAM - Édition Pavifon de dance ²⁰								
3 3 12	UMG - Édifice Nuseum Farm ¹⁵ UMG - Édifice Citage ¹⁶ UMG - Édifice Workshop / Garage ¹⁷ UQAM - Édifice Hubert-Aquin Annisse ¹⁰ UCAM - Édifice 145 avenue du Préddient-Kannedy ¹⁹								:

FRONT Fonds de recherche du Québec – Nature et technologee (anciennement Fonds FCAR)
 Anciennement - Meisure du discours sur le budget 1995-1996 développement des systèmes d'in

⁸ Projet autofinance par l'universite

⁴ Les superficies reconnues pour ces sepaces de l'Université Concordia sont de 2 236 mâtres carrée

⁶ Les superficies reconnues pour ces espaces de l'Université de Montréal sont de 2 139 mètres carrée » Les superficies reconnues pour ces espaces de l'Université McGell sont de 2 792 mètres carrés

⁷ Les superfices reconnues pour ces espaces de l'Université McGall sont de 190 mètres corrés.

⁹ Les superficies reconnues pour ces espaces de l'Université McGull sont de 1470 mèls es carrés

³ Les supertose raconnues pour ces espaces de l'Université McGill sont de 2 854 metres carres

¹⁰ Las superficies reconnues pour ces espaces de l'Université McCell sont de 751 mètres carrés

¹¹ Les superioses reconnues pour ces espaces de l'Université McGell sont de 4 425 mètres carrés 12 Les superioses reconnues pour ces espaces de l'Université McGell sont de 37 mètres carrés

¹³ Las superfosse reconnues pour ces sepaces de l'Université McGall cont de 638 mètres carrés

¹⁴ Les superfices reconnues pour ces espaces de l'Université McGel sont de 625 mêtres carrés

¹⁵ Les superfices reconnues pour ces espaces de l'Université McGilf sont de 121 mètres carrés

^{16.} Les superfices reconnues pour ces espaces de l'Université McGall sont de 83 mblires carrée

¹⁷ Las superficies reconnues pour ces espaces de l'Université McGall sont de 126 mètres carrés

^{19.} Les superfices reconnues pour ces espaces de l'Université du Québec à Montrés sont de 733 mètres carrie

¹⁴ Les experioses reconsuses pour ces especes de l'Université du Québec à Montréel cont de 183 mêtres cernés 29 Les superioses reconsuses pour ces especes de l'Universite du Québec à Montreel cont de 236 metres carres

²¹ Las superficas reconnues pour cas espaces de l'Université du Québec à Montréal sont de 2.595 mbtres carrés

	GRAND TOTAL (1+2+3+4+5)	1 619,196	404,734	262,984	234,324	239,591	238,591	236,021	1 210,511
	Total 5	19,850	5,140	9,570	2,570	2,570	0,000	0,000	14,710
5.	CONTINUITÉ Relèvement de l'anveloppe de développement aformalique pour des projets aplicaux - 1 th phase modernession des systèmes et des technologes de Information de l'Université Laval Autres projets des universités	12,850 7,000	5,140	2,570 7,000	2,570	2,570		:	7,710 7,000
	Total 4	4,736	0,785	-	•	-	-	-	•
61 111 1111	PROJETS D'AJOUTS D'ESPACE Enveloppe 2008-2013 UQAT - Agrandesement à Rouyn-Norande Dépassements de coûts de construction du campus de Rouyn-Norande de l'UQAT	3,951 0,785	0,785						

^{*} Ce montant inclut 1,0 M\$ déjà alloué à l'École Polytechnique de Montréal pour le Laboratoire d'enseignement des systèmes intégrés en aérospatiale du Québec (référence décret numéro 44-2011 du 2 février 2011)

Approbation d'un projet

Autorisation écrite de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, accordée à la suite d'une demande formelle écrite d'un établissement, pour la réalisation d'un projet de construction (ou de réfection) d'un bâtiment. Cette approbation n'engage aucunement le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) pour le financement ultérieur d'une partie ou de l'ensemble des superficies de ce projet au titre du maintien des actifs immobiliers et de la subvention de fonctionnement associée aux terrains et aux bâtiments.

<u>Superficies autorisées d'un projet approuvé dans un plan quinquennal d'investissements universitaires</u>

Dans le cas d'un projet subventionné au titre des nouvelles initiatives, les superficies autorisées correspondent aux superficies brutes inscrites au protocole d'entente signé par le MELS et l'établissement. Dans le cas d'un projet non subventionné au titre des nouvelles initiatives, l'établissement doit produire une demande écrite par lettre officielle afin de faire reconnaître ces superficies pour le financement du maintien des actifs immobiliers. La reconnaissance de ces superficies s'appuie notamment sur les besoins d'espaces à long terme de chaque établissement et s'effectue, le cas échéant, par leur approbation dans un plan quinquennal d'investissements universitaires. La déclaration annuelle des locaux dans le système d'information sur les locaux universitaires ne constitue pas pour le MELS une demande de reconnaissance de superficies aux fins de financement du maintien des actifs immobiliers.

Superficies exclues automatiquement pour le financement

Les espaces suivants ne peuvent être reconnus aux fins de financement du maintien des actifs immobiliers et du fonctionnement : les espaces loués à titre commercial, les résidences, les stationnements, les arénas ainsi que les espaces extérieurs de sports.

- 1 Conditions liées à l'octroi des montants approuvés en vertu du Plan quinquennal d'investissements universitaires
 - 1.1 L'aliénation d'un immeuble pour lequel un établissement a reçu des sommes à titre de nouvelles initiatives et de parachèvements ne peut se faire sans l'accord préalable de la ministre. Le produit de cette aliénation est récupéré par le MELS dans une proportion égale à celle de sa participation financière au coût de construction ou d'acquisition.
 - 1.2 Les établissements sont assujettis aux étapes d'approbation établies par le MELS.
 - 1.3 Maintien des actifs immobiliers
 - 1.3.1 Les montants alloués au titre du maintien des actifs immobiliers doivent être affectés strictement à cette fin par les établissements. Tout montant affecté à une autre fin sera récupéré par le MELS.
 - 1.3.2 Les établissements doivent, préalablement à l'octroi des subventions associées aux enveloppes normalisées de maintien des actifs, fournir au MELS un budget détaillé des dépenses d'investissement par projet et par bâtiment au titre de chacune des enveloppes

1.4 Nouvelles initiatives

Dans le cadre d'un projet de nouvelles initiatives ou de parachèvements, les subventions sont versées aux conditions fixées dans un protocole d'entente signé par le MELS et l'établissement. Ces conditions portent notamment sur le suivi du projet et sur les superficies brutes totales qui sont considérées pour le financement relatif au maintien des actifs immobiliers.

1.5 Achat d'un bâtiment

L'autorisation de la ministre est requi el lorsqu'un établissement universitaire procède à l'acquisition d'un bâtiment dont le coût est supérieur à un million de dollars. Une demande écrite par lettre officielle doit être présentée par l'établissement.

- 2 Superficies reconnues pour le calcul des enveloppes normalisées
 - 2.1 Depuis le Plan quinquennal d'investissements universitaires 1997-2002, les superficies reconnues pour le calcul des enveloppes normalisées doivent avoir été autorisées dans le cadre d'un projet (construction ou achat) approuvé au plan quinquennal. Depuis le Plan quinquennal d'investissements universitaires 2004-2009, les superficies financées excluent les espaces liés à la recherche pour les enveloppes de réaménagement et de rénovation. Seules l'enveloppe de rattrapage en rénovation, l'enveloppe de bonification de maintien des actifs pour les corrections aux allocations normalisées ainsi que l'enveloppe pour la résorption du déficit d'entretien accumulé considèrent aussi les espaces liés à la recherche.
 - 2.2 Depuis le Plan quinquennal d'investissements 2008-2013, les allocations aux établissements pour le maintien des actifs immobiliers s'appuient sur les superficies brutes totales inventoriées (m²) établies en considération des éléments suivants :
 - 2.2.1 Les superficies brutes totales inventoriées (m²) dans le système d'information sur les locaux des universités de 2006-2007 et ajustées au 31 mai 2007:
 - 2.2.2 Les variations des superficies brutes totales inventoriées (m²) associées soit aux projets inscrits aux plans quinquennaux d'investissements en fonction des superficies brutes totales inscrites aux protocoles d'entente, soit aux espaces reconnus aux plans quinquennaux d'investissements en fonction des déficits d'espaces d'enseignement à long terme, soit aux abandons d'espaces;
 - 2.2.3 Les espaces autofinancés lors de leur construction peuvent être reconnus au PQI dans la mesure où, lorsqu'ils sont retirés des espaces inventoriés, ils génèrent un déficit d'espaces d'enseignement tant à court qu'à long terme. Lorsqu'une telle reconnaissance d'espaces est autorisée, elle peut être réduite au cours des années ultérieures jusqu'à concurrence du surplus d'espaces d'enseignement à long terme;

d'enseignement à court terme qui excède 5 p. 100, le cas échéant. Cette règle s'applique également aux cas où la subvention du MDEIE pour un ajout d'espaces est transférée pour son octroi à un autre ministère ou organisme du gouvernement du Québec;

Si une portion d'espaces d'enseignement est prévue au protocole d'entente relatif à un ajout d'espaces autorisé par le MDEIE, le maximum d'espaces bruts reconnus aux fins de financement inclut aussi le déficit d'espaces bruts d'enseignement à court terme au lieu géographique de cet ajout d'espaces;

Lorsque le MELS reconnaît, sur la base d'une preuve fournie par un établissement, l'impossibilité physique de réaliser un projet d'ajout d'espaces voué principalement à la recherche à même la portion du surplus d'espaces d'enseignement qui excède 5 p. 100, le cas échéant, ce surplus d'espaces n'est pas déduit dans l'évaluation des superficies d'enseignement à reconnaître aux fins de financement pour cet ajout d'espaces;

En ce qui concerne les ajouts d'espaces autorisés par le MDEIE avant le 1^{er} juin 2008, les superficies brutes de ceux-ci sont reconnues aux fins de financement en considérant les superficies totales brutes autorisées par ce ministère et figurant, le cas échéant, au protocole d'entente.

- 2.2.5 Les espaces inactifs sont financés en considérant 42,5 p. 100 des superficies brutes inactives lorsque ces superficies sont inactives pour une première année; à compter de 2009-2010, les espaces inactifs seront financés en considérant 21,25 p. 100 des superficies brutes inactives lorsque ces superficies sont inactives pour une deuxième année consécutive; à compter de 2010-2011, les espaces inactifs seront financés en considérant 0 p. 100 des superficies brutes inactives lorsque ces superficies sont inactives pour une troisième année consécutive.
- 2.3 Depuis le Plan quinquennal d'investissements 2008-2013, la répartition des superficies entre la recherche et l'enseignement est déterminée en fonction des espaces normalisés de recherche et d'enseignement. Ainsi, le pourcentage d'enseignement servant à déterminer la part des superficies brutes totales inventoriées (m²) reconnues aux fins de financement qui est liée à l'enseignement de même que les valeurs de remplacement des espaces qui sont considérées dans le calcul des allocations sont établis en fonction de la part respective des espaces normalisés d'enseignement et de recherche par rapport au total des espaces normalisés. Ces derniers sont évalués en fonction du nombre et des caractéristiques des étudiants et du personnel de chaque université ainsi que des normes d'espaces et de coûts du cadre normatif des investissements universitaires. Sont également considérées, le cas échéant, les superficies occupées par un autre établissement à titre gracieux, en appliquant toutefois le taux des espaces normalisés d'enseignement de chacun des occupants.

Le MELS reconnaît que cette nouvelle façon de faire peut diminuer le niveau du financement des espaces d'enseignement en raison du développement des activités de recherche lorsqu'une université est en déficit d'espaces de recherche et d'enseignement. Afin de pallier cet état de fait, dans le cas d'un établissement présentant un déficit d'espaces

superficies doivent avoir été inscrites par le MELS, à la suite d'une demande écrite par lettre officielle de l'établissement à cet effet, dans un plan quinquennal d'investissements en vertu d'un déficit d'espaces d'enseignement à long terme.

3 Conditions liées à l'encadrement des projets d'infrastructures

Tout projet de construction (ou de réfection) subventionné en nouvelles initiatives ou non subventionné en vertu de la Loi sur les investissements universitaires doit obligatoirement être approuvé par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport préalablement à son démarrage, soit avant la préparation des plans et devis, en tenant compte de l'évaluation des risques financiers assumés par les universités et selon un processus différencié selon le coût en capital du projet.

Pour un projet dont le coût estimé est inférieur à 1 million de dollars (projet subventionné uniquement)

Approbation des projets par la ministre à partir des données descriptives qu'elle peut exiger pour chacun des projets, à savoir les besoins d'espaces comblés ou réaménagés par le projet, la répartition des coûts, les sources de financement et l'échéancier de réalisation.

Pour un projet dont le coût estimé est supérieur ou égal à 1 million de dollars et inférieur à 20 millions de dollars (projet subventionné ou non)

Approbation des projets par la ministre à partir des données descriptives qu'elle peut exiger pour chacun des projets, à savoir les besoins d'espaces comblés ou réaménagés par le projet, la répartition des coûts, les sources de financement et l'échéancier de réalisation.

Pour un projet dont le coût estimé est supérieur ou égal à 20 millions de dollars et inférieur à 40 millions de dollars (projet subventionné ou non)

Approbation des projets par la ministre à partir des mêmes informations qui sont exigées au point précédent, auxquelles peuvent s'ajouter, pour les projets qu'elle identifiera, des analyses additionnelles dont la teneur peut être variable selon la taille du projet et qui peuvent inclure l'une ou l'autre des informations figurant au guide d'élaboration d'un dossier d'affaires conçu par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) pour les grands projets d'infrastructures publiques (la description des besoins, les résultats recherchés, les solutions possibles pour répondre aux besoins et leur analyse, l'évaluation et le choix de la solution la plus vraisemblable en tenant compte de l'analyse des risques et d'une analyse financière, une analyse du mode de réalisation en partenariat public-privé (PPP) versus le mode conventionnel, une analyse de la valeur et une analyse des coûts versus les bénéfices de chacune des composantes du projet).

Pour un projet dont le coût estimé est supérieur ou égal à 40 millions de dollars (projet subventionné ou non)

Assujettissement de ces projets au mode de gouvernance des grands projets d'infrastructures publiques contenu dans la Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique.

- la mise en place d'un comité de suivi et la transmission de façon régulière au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport d'un compte rendu de l'évolution des travaux;
- la détermination des sources de financement avant le démarrage des travaux.
- 3.1.2 Afin d'éviter le fractionnement des projets de plus de 20 millions de dollars, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport peut indiquer que, lors de l'approbation d'un projet donné, il n'approuvera ultérieurement aucun projet associé au premier.

ET DE L'ENVELOPPE DU DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES D'INFORMATION POUR L'ANNÉE 2010-2011

(en millions de dollars)

	11	ENVELOPPES NORMALISÉES RÉPARTIES POUR LE PARC IMMOBILIER (Annexe A, section 1.1) *				
ÉTABLISSEMENTS	RÉAMÉNAGEMENT	RÉNOVATION	RATTRAPAGE	ENVELOPPES NORMALISÉES RÉPARTIES (Annoxe A, section 1.1)	DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE (Annexe A, section 2)	
	(A)	(B)	(C)	(D)=(A+B+C)		
Bishop's	0,412	1,975	0,895	3,282	0,071	
Concordia	2,502	6,156	3,894	12,552	1,043	
Laval	3,005	11,823	8,911	23,739	1,874	
McGill	3,139	12,802	10,531	26,472	1,882	
Montréal	3,010	10,717	8,419	22,146	2,227	
HEC	0,581	1,237	0,504	2,322	0,525	
Polytechnique	0,570	1,342	1,544	3,456	0,867	
Sherbrooke	1,266	3,818	3,013	8,097	0,563	
Total partiel sans l'UQ	14,485	49,870	37,711	102,066	9,052	
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	0,104	0,145	0,000	0,249	0,131	
Université du Québec à Chicoutimi	0,463	1,091	0,689	2,243	0,414	
Université du Québec à Montréal	2,221	4,323	2,011	8,555	2,077	
Université du Québec en Outaouais	0,333	0,662	0,439	1,434	0,294	
Université du Québec à Rimouski	0,328	0,883	0,620	1,831	0,319	
Université du Québec à Trois-Rivières	0,696	1,913	1,132	3,741	0,631	
Institut national de la recherche scientifique	0,069	0,106	0,898	1,073	0,405	
École nationale d'administration publique	0,078	0,115	0,000	0,193	0,124	
École de technologie supérieure	0,525	1,014	0,061	1,600	0,212	
Télé-université	0,053	0,065	0,000	0,118	0,195	
Université du Québec (siège social)	0,100	0,258	0,213	0,571	0,146	
Total partiel de l'UQ	4,970	10,575	6,063	21,608	4,948	
TOTAL	19,455	60,445	43,774	123,674	14,000	

^{*} La répartition est établie sur la base des paramètres du cadre normatif, approuvé le 6 avril 2004 et révisé le 28 mars 2006 et le 25 novembre 2008

DU DÉFICIT D'ENTRETIEN ACCUMULÉ ANNÉE 2010-2011 (en millions de dollars)

ÉTABLISSEMENTS		
Bishop's		
Concordia		
Laval		
McGill		
Montréal		
HEC		
Polytechnique		
Sherbrooke		
Total partiel sans l'UQ		
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue		
Université du Québec à Chicoutimi		
Université du Québec à Montréal		
Université du Québec en Outaouais		
Université du Québec à Rimouski		
Université du Québec à Trois-Rivières		
Institut national de la recherche scientifique		
École nationale d'administration publique		
École de technologie supérieure		
Télé-université		
Université du Québec (siège social)		
Total partiel de l'UQ		

CORRECTIONS DES ALLOCATIONS NORMALISÉES POUR LA RÉNOVATION DES ESPACES (Annexe A, section 1.2) * et **	RÉSORPTION DU DÉFICIT D'ENTRETIEN ACCUMULÉ (Annexe A, section 1.3) * et ***
(B)	(C)
0,320	1,465
1,257	5,455
3,123	14,193
3,637	16,585
2,870	13,058
0,209	0,956
0,446	1,883
0,984	4,445
12,846	58,040
0,037	0,160
0,244	1,104
0,872	3,842
0,114	0,512
0,213	0,947
0,384	1,744
0,296	1,306
0,020	0,092
0,273	1,249
0,011	0,051
0,070	0,313
2,534	11,320

69,360

15,380

TOTAL

La répartition est établie sur la base des paramètres du cadre normatif, approuvé le 6 avril 2004 et révisé le 28 mars 2006 et le 25 novembre 2008

^{**} La répartition de l'enveloppe liée aux corrections des allocations normalisées est établie en considération de la valeur de remplacement et de l'âge ajusté de tous les espaces (enseignement et recherche)

La répartition de l'enveloppe liée à la résorption du déficit d'entretien accumulé est établie en considération de la valeur de remplacement et de l'âge ajusté de tous les espaces âgés d'au moins cinq ans (enseignement et recherche)

1	Mair	tien des actifs	1
	1.1	Enveloppes de maintien des actifs du parc immobilier	1
	1.2	Enveloppes de bonification	
		1.2.1 Enveloppe de corrections aux allocations normalisées de	
		maintien des actifs immobiliers (rénovation des bâtiments)	2
	1.3	Enveloppe de résorption du déficit d'entretien accumulé	
	1.4	Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies (FQRNT)	3
	1.5	Enveloppe d'efficacité énergétique	
2	Mesi	are du discours sur le budget 1995-1996	
	Déve	loppement des systèmes d'information	4
3	Nouv	relles initiatives	4
	3.1	Projets du MELS	
	3.2	Projets d'infrastructures de recherche	4
	3.3	Projets autofinancés	4
4	Parac	hèvements et continuité	5
5	Enve	loppe d'efficacité énergétique	5
	5.1	Critères d'admissibilité d'un projet	
	5.2	Présentation d'un projet	5
	5.3	Modalités d'attribution des allocations pour un projet	5
	5.4	Période d'admissibilité	6
6	Liste	des tableaux	7

- r enveloppe de renovation du paie inimourier,
- l'enveloppe de rattrapage du parc immobilier;
- l'enveloppe de corrections aux allocations normalisées de maintien des actifs immobiliers;
- l'enveloppe de résorption du déficit d'entretien accumulé.

Depuis le Plan quinquennal d'investissements universitaires 2005-2010, l'enveloppe de rattrapage du parc immobilier a été ajoutée pour les travaux de réfection majeurs du parc immobilier.

Une enveloppe particulière du Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies (FQRNT) destinée au maintien des actifs est aussi présentée.

Depuis les modifications apportées au Plan quinquennal d'investissements universitaires 2006-2011, une nouvelle enveloppe d'efficacité énergétique destinée au maintien des actifs a été ajoutée.

Depuis le Plan quinquennal d'investissements universitaires 2007-2012, l'enveloppe de corrections aux allocations normalisées de maintien des actifs immobiliers pour la rénovation des bâtiments a été ajoutée au titre d'une bonification.

Depuis le Plan quinquennal d'investissements universitaires 2008-2013, l'enveloppe de résorption du déficit d'entretien accumulé a été ajoutée. Celle-ci est liée au réinvestissement du gouvernement au titre de la rénovation en vertu du Plan québécois des infrastructures.

1.1 Enveloppes de maintien des actifs du parc immobilier

Enveloppes réparties

Pour l'année 2010-2011, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) dispose d'une enveloppe de 123 674 000 \$ à distribuer aux établissements, dont 19 455 000 \$ pour le réaménagement, 60 445 000 \$ pour la rénovation et 43 774 000 \$ pour le rattrapage.

Les enveloppes de maintien des actifs sont réparties au prorata des besoins normalisés théoriques. Ces besoins sont basés sur la valeur normalisée de remplacement des espaces subventionnés en propriété liés à l'enseignement (VRESPE) ou sur la valeur normalisée de remplacement de tous les espaces subventionnés en propriété (VRESP), selon le cas. Ces dernières sont calculées respectivement en multipliant les espaces inventoriés subventionnés en propriété par la valeur moyenne normalisée de remplacement des espaces, pour les espaces d'enseignement ou pour tous les espaces selon le cas (voir le tableau 1).

La valeur moyenne normalisée de remplacement des espaces est déterminée en calculant la somme des facteurs composés par la multiplication des espaces normalisés liés à l'enseignement ou des espaces normalisés totaux par le coût normé de remplacement, selon les catégories et sous-catégories d'espaces. À cette somme sont ajoutés les honoraires professionnels, les coûts relatifs aux aménagements extérieurs et le facteur régional de coût de construction. La division de cette somme globale par les espaces normalisés liés à l'enseignement ou par les espaces normalisés totaux définit la valeur moyenne de remplacement des espaces d'enseignement ou de tous les espaces.

Pour l'année 2010-2011, les besoins totalisent 29 991 000 \$ après récupération des taxes. Le détail de ces calculs est présenté aux tableaux 3 et 4 ci-joints.

Besoins normalisés théoriques de rénovation du parc immobilier

Les besoins en rénovation du parc immobilier lié à l'enseignement, pour l'ensemble des établissements, sont estimés de la façon suivante :

1,5 % x VRESPE

Ces besoins théoriques totaux sont répartis entre les établissements au prorata du produit de la VRESPE et de l'âge ajusté moyen des espaces subventionnés en propriété liés à l'enseignement de chacun des établissements.

Pour l'année 2010-2011, les besoins totalisent 89 970 000 \$ après récupération des taxes. Le détail de ces calculs est présenté aux tableaux 3 et 4 ci-joints.

Enveloppe de rattrapage du parc immobilier

L'enveloppe totale de rattrapage en rénovation dont le MELS dispose, soit 43 774 000 \$ en 2010-2011, est répartie au prorata du produit de la VRESP _{25ans+} et de l'âge moyen ajusté de tous les espaces subventionnés en propriété de 25 ans et plus. La VRESP _{25ans+} est calculée pour chacun des établissements en multipliant les espaces subventionnés en propriété de 25 ans et plus par la valeur moyenne normalisée de remplacement de tous les espaces (voir le tableau 1). La distribution de cette enveloppe entre les établissements est présentée aux tableaux 3 et 4 ci-joints.

1.2 Enveloppe de bonification

1.2.1 Enveloppe de corrections aux allocations normalisées de maintien des actifs immobiliers (rénovation des bâtiments)

Cette enveloppe est répartie au prorata des besoins normalisés théoriques pour la rénovation de tous les espaces. Ces besoins sont basés sur la valeur normalisée de remplacement de tous les espaces subventionnés en propriété (VRESP). Le calcul de cette dernière est explicité au point 1.1.

Besoins normalisés théoriques pour la bonification de la politique de maintien des actifs immobiliers (rénovation des bâtiments)

Les besoins en rénovation du parc immobilier, pour l'ensemble des établissements, sont estimés de la façon suivante :

1,5 % x VRESP

Les besoins théoriques de chaque établissement sont établis en distribuant les besoins totaux au prorata du produit de la VRESP et de l'âge ajusté moyen de tous les espaces subventionnés en propriété de chacun des établissements.

Pour l'année 2010-2011, les besoins totalisent 135 221 000 \$ après récupération des taxes. Le détail de ces calculs est présenté au tableau 5 ci-joint.

Pour l'année 2010-2011, le MELS dispose d'une enveloppe de 15 380 000 \$ à distribuer aux établissements pour l'enveloppe de corrections aux allocations normalisées de maintien des actifs.

espaces. Le calcul de cette dernière est explicité au point 1.1.

Besoins normalisés théoriques pour la bonification de la politique de maintien des actifs immobiliers (rénovation des bâtiments)

Les besoins en rénovation du parc immobilier, pour l'ensemble des établissements, sont estimés de la façon suivante :

1,5 % x VRESP 5ans+

Les besoins théoriques de chaque établissement (voir 1.2.1) sont répartis entre les établissements au prorata du produit de la VRESP _{5ans+} et de l'âge ajusté moyen des espaces subventionnés en propriété de 5 ans et plus de chacun des établissements.

Pour l'année 2010-2015, les besoins totalisent 121 834 000 \$ après récupération des taxes. Le détail de ces calculs est présenté au tableau 6 ci-joint.

Pour l'année 2010-2011, le MELS dispose d'une enveloppe de 69 360 000 \$ à distribuer aux établissements pour l'enveloppe de résorption du déficit d'entretien accumulé.

1.4 Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies (FQRNT)

Les principaux objectifs du FQRNT sont les suivants :

- encourager la formation des jeunes chercheurs et chercheuses en offrant des bourses d'études aux meilleurs étudiants et étudiantes;
- aider les chercheurs et les chercheuses en début de carrière à s'établir en tant que chercheurs et chercheuses autonomes et à affronter la compétition à l'échelle nationale et internationale;
- faciliter le regroupement de chercheurs et de chercheuses en équipes et dans des centres afin de maximiser leurs efforts et d'offrir un milieu stimulant aux étudiants et étudiantes;
- stimuler la diffusion de connaissances.

Le gouvernement accorde au FQRNT un montant de 2 170 000 \$ pour chacune des années du Plan quinquennal d'investissements universitaires 2010-2015.

Ce fonds est sous la responsabilité du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE). Ce dernier en fait la distribution aux établissements, laquelle est par la suite rapportée au Plan quinquennal d'investissements universitaires pour suivi et allocation de la subvention par le MELS.

Le tableau 7 indique les montants accordés aux établissements pour l'année 2009-2010.

1.5 Enveloppe d'efficacité énergétique

L'enveloppe totale pour la réalisation de projets en efficacité énergétique dont le MELS dispose, soit 3 000 000 \$\\$ en 2010-2011, est allouée sur présentation de projets par les universités. Chaque projet est évalué selon sa qualité et se voit attribuer une subvention en fonction de critères définis dans la norme d'allocation. Sont admissibles les projets soumis après le 4 mai 2006 et dont la période de rendement du capital investi est entre 7 et 15 ans. Un premier projet déposé au MELS doit donner des économies d'énergie d'au moins 7 % par

Depuis le discours sur le budget 1995-1996, les dépenses relatives au développement des systèmes d'information doivent être inscrites comme actif immobilisé.

Il s'agit du coût lié à la mise au point et à l'amélioration des logiciels et des sommes employées pour acquérir le matériel informatique nécessaire au soutien de cette activité.

Le montant des dépenses liées au développement des systèmes d'information pour l'ensemble du réseau universitaire est estimé à 14 000 000 \$ par année ou à 70 000 000 \$ pour la période quinquennale.

La répartition de cette enveloppe par établissement universitaire est présentée au tableau 8.

3 NOUVELLES INITIATIVES

L'enveloppe des nouvelles initiatives comporte deux sous-enveloppes :

- les projets du MELS;
- les projets d'infrastructures de recherche.

3.1 Projets du MELS

Un projet de nouvelles initiatives du MELS faisant l'objet de nouveaux fonds autorisés de 3 753 000 \$, est inscrit à l'annexe A du Plan quinquennal d'investissements universitaires 2010-2015.

3.2 Projets d'infrastructures de recherche

Un projet a été autorisé dans le cadre du Programme de soutien à la recherche (volet 2 : appui au financement d'infrastructures de recherche) du MDEIE. Le montant attribué par le MDEIE a par la suite été viré au MELS, qui procède à l'allocation de la subvention.

Des montants ont également été virés du MDEIE au MELS pour assurer la contrepartie du gouvernement du Québec à des projets de la Fondation canadienne de l'innovation (FCI) accordés aux établissements universitaires. Ces projets sont notamment associés aux programmes Fonds des leaders et Fonds des chaires de recherche.

L'annexe A présente la liste des projets concernés et leur montant respectif.

3.3 Projets autofinancés

Certaines superficies des projets autofinancés par les universités peuvent faire l'objet d'une inscription au Plan quinquennal d'investissements, aux fins de financement pour le maintien des actifs immobiliers ainsi que pour le fonctionnement, à la suite d'une demande officielle faite par l'établissement. Ces superficies, qui peuvent être reconnues aux fins de financement, sont cependant limitées par la valeur du déficit d'espaces bruts d'enseignement à long terme de l'établissement concerné. Le déficit d'espaces bruts d'enseignement à long terme considéré par le MELS équivaut au déficit d'espaces nets d'enseignement à long terme divisé par 0,63 en conformité avec l'application du cadre normatif des investissements universitaires.

Cos projets some presentes a r annexe ri.

5 ENVELOPPE D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Une enveloppe budgétaire est créée à la suite de l'engagement du gouvernement d'améliorer de 14 % la performance énergétique des bâtiments du Secteur de l'enseignement supérieur avant 2010-2011, par rapport à l'année 2002-2003. Les modalités d'attribution de l'enveloppe destinée à l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments sont décrites ci-dessous. Les allocations accordées dans le cadre de cette enveloppe sont non transférables.

5.1 Critères d'admissibilité d'un projet

Pour être admissibles, les mesures d'amélioration de la performance énergétique devront être comprises dans un projet global d'amélioration de la performance énergétique du bâtiment, appuyé par une étude réalisée par une firme du domaine de l'efficacité énergétique ou une entreprise de services éconergétiques. L'étude doit inclure un sommaire de la ventilation des investissements, des économies et du retour sur l'investissement liés aux mesures d'amélioration.

Les mesures admissibles sont celles qui touchent notamment des initiatives liées à l'amélioration de la performance énergétique des équipements, à l'amélioration de l'enveloppe du bâtiment, des systèmes de chauffage-ventilation-climatisation ainsi que des projets recourant à des énergies renouvelables (biomasse, biogaz, biocarburants, énergie éolienne, énergie solaire, géothermie, etc.).

Un projet peut porter sur un seul ou plusieurs bâtiments appartenant à un établissement d'enseignement, et un établissement peut présenter plus d'un projet.

Le potentiel technico-économique de l'utilisation de la géothermie doit être évalué lorsque cette mesure est applicable.

Un projet doit présenter une période de rendement de l'investissement (PRI) globale de 7 à 15 ans.

5.2 Présentation d'un projet

L'établissement soumet son projet à l'approbation de la Direction de l'équipement (DE) avant le début des travaux (voir aussi le point 5.4).

L'établissement doit remplir le tableau 1 fourni par la DE (voir l'étape 1, du tableau A ci-dessous) concernant la consommation et les économies d'énergie.

5.3 Modalités d'attribution des allocations pour un projet

L'allocation du MELS est de 15 % du coût des mesures admissibles si le projet procure des économies d'énergie en gigajoules par mètre carré (GJ/m²) d'au moins 7 % par rapport à l'intensité énergétique de l'année de référence 2002-2003 (GJ/m² \geq 7 %) réajustée avec les degrés-jours de chauffe.

Tout projet (ou toute mesure en sus) qui vient bonifier un projet initial ayant atteint la cible de 7 % pourra être admissible à une allocation.

¹ Source : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, 2006. La stratégie énergétique du Québec 2006-2015 : l'énergie pour construire le Québec de demain, ministère des Ressources naturelles et de la Faune, 119 pages.

Le formulaire de la DE exigé à titre de bien livrable doit être présenté aux étapes 2 à 4 du tableau ci-dessous. Le formulaire doit être signé par un ingénieur responsable du projet et transmis à la DE à chacune des étapes.

Tableau A : Séquence de paiement de l'allocation

Bien livrable de l'établissement	Tranche de l'allocation (%)
1. À la présentation du projet (Tableau 1 de la DE)	0
2. À la présentation des plans et devis définitifs du projet (Formulaire de la DE)	40*
3. Un an après la fin des travaux (Formulaire de la DE)	20
4. Deux ans après la fin des travaux (Formulaire de la DE)	40**

* Si le projet ne se réalise pas, l'établissement devra rembourser le MELS.

5.4 Période d'admissibilité

Pour être admissible, un projet doit satisfaire aux deux conditions suivantes :

- les travaux doivent avoir commencé après le 4 mai 2006 et avant le 31 mars 2011;
- le projet ne doit pas avoir fait l'objet d'une acceptation et d'une autorisation de financement avant la date de mise en vigueur du présent programme, soit le 20 mars 2007.

^{**} Sujet à réajustement si le pourcentage d'économies est moindre que celui escompté.

espaces et enveloppe de résorption du déficit d'entretien accumulé

Tableau 1 : Valeur de remplacement des espaces subventionnés en propriété pour l'année 2010-2011

Tableau 2 : Ajustement de l'âge moyen des espaces subventionnés en propriété pour l'année 2010-2011

Tableau 3 : Enveloppes théoriques de réaménagement et de rénovation liées à l'enseignement et enveloppe de rattrapage en rénovation pour l'année 2010-2011

Tableau 4 : Enveloppes réparties de réaménagement et de rénovation liées à l'enseignement et enveloppe de rattrapage en rénovation pour l'année 2010-2011

Tableau 5 : Enveloppes réparties associées aux corrections des allocations normalisées pour la rénovation des espaces d'enseignement et de recherche pour l'année 2010-2011

Tableau 6 : Enveloppes réparties associées à la résorption du déficit d'entretien accumulé pour l'année 2010-2011

Enveloppe du FQRNT

Tableau 7: PQI 2010-2015: FQRNT, subventions d'équipements pour l'année 2009-2010

Mesure du discours sur le budget 1995-1996

Tableau 8 : PQI 2010-2015 : Développement des systèmes d'information, mesure du discours sur le budget 1995-1996

PQI 2010-2015 : MAINTIEN DES ACTIFS

Valeur de remplacement des espaces subventionnés en propriété pour l'année 2010-2011

Établissements			
Bishop's			
Concordia			
Laval			
McGill			
Montréal			
École des hautes études commerciales	-		
École Polytechnique de Montréal Sherbrooke			
Total partiel sans l'U	ĮQ		
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingu	ie		
Université du Québec à Chicoutimi			
Université du Québec à Montréal			
Université du Québec en Outaouais			
Université du Québec à Rimouski			
Université du Québec à Trois-Rivières			
Institut national de la recherche scientifique			
École nationale d'administration publique			
École de technologie supérieure			
Télé-université			
Université du Québec (siège social)			
Total partiel de l'U	ĮQ		

Espaces subventionnés en propriété Totaux Liés à l'enseignement			25 ans et +
(ESP)	(%)	(ESPE)	(ESP _{25ans+})
(1)	(2)	$(3) = (1 \times 2)$	(4)
52 781	96,23 %	50 791	49 732
371 918	82,00 %	304 973	170 273
542 983	68,74 %	373 247	406 936
609 983	64,42 %	392 951	499 219
549 679	68,30 %	375 431	411 403
82 848	93,02 %	77 065	29 522
113 838	56,65 %	64 489	64 546
227 663	70,96 %	161 550	153 425
2 551 693		1 800 497	1 785 056
15 356	71,22 %	10 937	
70 126	77,56 %	54 390	50 867
337 294	82,34 %	277 728	128 089
45 296	91,66 %	41 518	33 733
55 370	74,67 %	41 345	29 649
107 059	83,95 %	89 876	71 952
75 676	11,19 %	8 468	32 182
11 798	89,96 %	10 613	
87 910	67,39 %	59 243	1 694
7 684	91,53 %	7 033	
20 232	63,97 %	12 942	15 481
833 801		614 093	363 647

	(\$ déc. 2010/
pour ESP	pour ESPI
(5)	(6)
2 673,94	2 663,99
2 800,41	2 698,22
2 864,94	2 647,77
2 845,16	2 627,14
2 853,56	2 636,44
2 485,58	2 481,19
3 162,97	2 905,55
2 818,08	2 576,43
3 365,37	3 134,81
2 960,79	2 803,52
2 698,81	2 629,75
2 637,04	2 633,39
2 821,45	2 610,23
2 647,98	2 545,73
3 454,55	2 678,47
2 434,41	2 432,79
3 147,61	2 915,61
2 462,01	2 462,56
2 528,03	2 528,03

Valeur de rempl	acement des e
Totaux	Enseigne
(VRESP)	(VRESI
$(7) = (1 \times 5)$	(8) = (3)
141 133	135 3
1 041 523	822 8
1 555 614	988 2
1 735 499	1 032 3
1 568 542	989 8
205 925	191 2
360 066	187 3
641 573	416 2
7 249 875	4 763 4
51 679	34 2
207 628	152 4
910 292	730 3
119 447	109 3
156 224	107 9
283 490	228 8
261 427	22 €
28 721	25 8
276 706	172 7
18 918	17 3
51 147	32 7
2 365 679	1 634 4

TOTAL

3 385 494

2 414 590 2 148 703

9 615 554 6 397 8

POI 2010-2015 : MAINTIEN DES ACTIFS

Ajustement de l'âge moyen des espaces subventionnés en propriété pour l'année 2010-2011

Établissements				
Bishop's				
Concordia				
Laval				
McGill Montréal				
École des hautes étude	es commerciales			
École Polytechnique				
Sherbrooke	10114			
Difference				
	Total partiel sans l'UQ			
Université du Québec	en Abitibi-Témiscamingue			
Université du Québec				
Université du Québec	à Montréal			
Université du Québec	en Outaouais			
Université du Québec				
Université du Québec				
	recherche scientifique			
École nationale d'adu				
École de technologie	supérieure			
Télé-université				
Université du Québec	c (siège social)			
	Total partiel de l'UQ			

Espaces totaux	le remplacement ('000 Esp. Enseignement	Espaces 25 ans et -
(VRESP)		
(1)	(2)	(3)
141 133	135 307	132 980
1 041 523	822 884	476 834
1 555 614	988 272	1 165 847
1 735 499	1 032 337	1 420 358
1 568 542	989 801	1 173 963
205 925	191 213	73 379
360 066	187 376	204 157
641 573	416 222	432 364
7 249 875	4 763 412	5 079 882
51 679	34 285	
207 628	152 483	150 607
910 292	730 355	345 688
119 447	109 333	88 955
156 224	107 920	83 653
283 490	228 800	190 527
261 427	22 681	111 174
28 721	25 819	
276 706	172 729	5 332
18 918	17 319	
51 147	32 718	39 136
2 365 679	1 634 442	1 015 072

ge moyen n	éel SILU (ans) pour les	Interventions ministéri	ielles ('000 S déc. 2 t réaménagement
ESP	ESP 25most	sur les ESP ¹	sur les ESPE
(4)	(5)	(6)	(7)
43,858	45,502	38 059	12 360
25,206	44,916	187 575	48 976
37,279	45,657	341 093	102 127
38,957	45,376	408 807	108 537
36,798	45,275	396 236	99 521
22,641	39,223	35 127	10 228
28,777	45,644	92 686	12 180
31,048	42,094	139 740	32 803
		1 639 323	426 732
10.641		1 270	1 337
23,598	28,921	32 583	9 464
20,259	33,177	129 625	39 055
32,360	41,693	44 210	6 896
26,705	41,516	26 485	8 101
28,328	37,221	54 850	17 721
22,516	42,724	47 445	2 349
11,000		583	1 098
14,522	50,000	9 261	8 535
9,000		274	562
31,423	38,000	13 043	3 095
		359 629	98 213

1 998 952

524 945

Âge mo pour le ESPE

> 25,80 13,22 21,14 21,92 19,14 11,43 12,65 16,21

12,64 10,46 10,70 14,47 14,78 8,26 7,85 10,37 6,65 13,94

(8) = (4) - $\{(6) \div [2\% \times (1)]\}$ - $\{(7) \div [2\% \times (2)]\}$ (9) = (5) - $\{(6+7) \div [2\% \times (1)]\}$ 6 397 854

6 094 954

9 615 554

Les interventions sur les ESP sont l'ensemble des interventions financées par le Ministère depuis 1980-1981, sauf celles allouées par le Ministère depuis 2004-2005 pour les espaces d'enseignement (interventions sur les ESPE) sous les rubriques « réménagement » et « rénovation », dans le contexte de l'implantation de la réforme des frais indirects de la recherche

POI 2010-2015 : MAINTIEN DES ACTIFS

Enveloppes théoriques de réaménagement et de rénovation liées à l'enseignement et enveloppe de rattrapage en rénovation pour l'année 2010-2011

4	Valeur de remplacement ('000 \$ déc. 2010)		Âge moyer	Âge moyen ajusté (ans) Valeur de remplacement des espac			s Enveloppes théoriques liées	
Établissements	Esp. Enseignement	Espaces 25 ans et +	pour les	pour les	multiplié par leur âge moyen ajusté ('000 S)		l'enseignement avan	t récup. taxes (
	(VRESPE)	(VRESP 25ms+)	ESPE	ESP 25em+	pour les ESPE	pour les ESP 25ano+	Réaménagement	Rénovation
	(1)	(2)	(3)	(4)	$(5) = (1 \times 3)$	$(6) = (2 \times 4)$	$(7) = 0.5\% \times (1)$	(8)
Bishop's	135 307	132 980	25,807	27,640	3 491 868	3 675 567	677	3 136
Concordia	822 884	476 834	13,225	33,560	10 882 641	16 002 549	4 114	9 774
Laval	988 272	1 165 847	21,149	31,411	20 900 965	36 620 420	4 941	18 771
McGill	1 032 337	1 420 358	21,922	30,471	22 630 892	43 279 729	5 162	20 325
Montréal	989 801	1 173 963	19,140	29,472	18 944 791	34 599 038	4 949	17 015
École des hautes études commerciales	191 213	73 379	11,437	28,210	2 186 903	2 070 022	956	1 964
École Polytechnique de Montréal	187 376	204 157	12,656	31,082	2 371 431	6 345 608	937	2 130
Sherbrooke	416 222	432 364	16,217	28,647	6 749 872	12 385 932	2 081	6 062
Total partiel sans l'UQ	4 763 412	5 079 882			88 159 363	154 978 865	23 817	79 177
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	34 285		7,462		255 835		171	230
Université du Québec à Chicoutimi	152 483	150 607	12,648	18,795	1 928 605	2 830 659	762	1 732
Université du Québec à Montréal	730 355	345 688	10,465	23,912	7 643 165	8 266 091	3 652	6 864
Université du Québec en Outaouais	109 333	88 955	10,700	20,300	1 169 863	1 805 787	547	1 051
Université du Québec à Rimouski	107 920	83 653	14,475	30,447	1 562 142	2 546 983	540	1 403
Université du Québec à Trois-Rivières	228 800	190 527	14,781	24,421	3 381 893	4 652 860	1 144	3 037
Institut national de la recherche scientifique	22 681	111 174	8,263	33,201	187 413	3 691 088	113	168
École nationale d'administration publique	25 819		7,859		202 912		129	182
École de technologie supérieure	172 729	5 332	10,378	46,784	1 792 582	249 452	864	1 610
Télé-université	17 319		6,653		115 223		87	103
Université du Québec (siège social)	32 718	39 136	13,943	22,224	456 187	869 758	164	410
Total partiel de l'UQ	1 634 442	1 015 072			18 695 820	24 912 678	8 173	16 790
TOTAL	6 397 854	6 094 954			106 855 183	179 891 543	31 990	95 967

L'enveloppe théorique globale de rénovation est égale à 1,5 % de la valeur normalisée de remplacement des espaces subventionnés en propriété liés à l'enseignement (VRESPE) de l'ensemble des universités; elle est nétablissements au prorata du produit de leur VRESPE par l'âge moyen ajusté de leurs espaces subventionnés en propriété liés à l'enseignement (ESPE): (8) = (1,5 % x 6 397 854) x [(5) ÷ 106 855 183].

² L'enveloppe théorique globale de rattrapage en rénovation est égale à 43,774 millions de dollars; elle est répartie entre les établissements au prorata du produit de la valeur normalisée de remplacement de leurs espace propriété âgés de 25 ans et plus (VRESP 25ans+) par l'âge moyen ajusté de ces même espaces (ESP 25ans+): (9) = 43 774 x [(6) / 179 891 543].

PQI 2010-2015 : MAINTIEN DES ACTIFS

Enveloppes réparties de réaménagement et de rénovation liées à l'enseignement et enveloppe de rattrapage en rénovation pour l'année 2010-2011

119 961

19 455

gnement ('000 \$)

Réaménagement

et rénovation

(6) = (4+5)

2 387 8 658

14 828

15 941

13 727 1 818

1 912

5 084

64 355

249 1 554

6 544 995

1 211 2 609

> 118 358

15 545

79 900

60 445

Rattrapage en rénovation ('000 §

Enveloppe

du MELS

(7) **895**

3 894

8 911

10 531 8 419

504

1 544

3 013

37 711

2 011

439 620

1 132 898

61

213

6 063

43 774

		héoriques hées à l' ation de taxes de v		Enveloppes réparties liées à l'enseig		
Établissements	Réaménagement	Rénovation	Réaménagement et rénovation	Réaménagement	Rénovation	
	(1)	(2)	(3) = (1+2)	(4)	(5)	
Bishop's	635	2 940	3 575	412	1 975	Ī
Concordia	3 857	9 163	13 020	2 502	6 156	
Laval	4 632	17 598	22 230	3 005	11 823	
McGill	4 839	19 055	23 894	3 139	12 802	
Montréal	4 640	15 952	20 592	3 010	10 717	
École des hautes études commerciales	896	1 841	2 737	581	1 237	
École Polytechnique de Montréal	878	1 997	2 875	570	1 342	
Sherbrooke	1 951	5 683	7 634	1 266	3 818	
Total partiel sans l'UQ	22 328	74 229	96 557	14 485	49 870	
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	160	216	376	104	145	
Université du Québec à Chicoutimi	714	1 624	2 3 3 8	463	1 091	
Université du Québec à Montréal	3 424	6 435	9 859	2 221	4 323	
Université du Québec en Outaouais	513	985	1 498	333	662	
Université du Québec à Rimouski	506	1 315	1 821	328	883	
Université du Québec à Trois-Rivières	1 073	2 847	3 920	696	1 913	
Institut national de la recherche scientifique	106	158	264	69	106	
École nationale d'administration publique	121	171	292	78	115	
École de technologie supérieure	810	1 509	2319	525	1 014	
Télé-université	82	97	179	53	65	
Université du Québec (siège social)	154	384	538	100	258	
Total partiel de l'UO	7 663	15741	23 404	4970	10 575	

¹ Une récupération de taxes de vente de 6,25 % a été appliquée aux enveloppes théoriques de réaménagement et de rénovation du tableau 3.

89 970

29 991

TOTAL

PQI 2010-2015 : BONIFICATION DE LA POLITIQUE DE MAINTIEN DES ACTIFS

Enveloppes réparties associées aux corrections des allocations normalisées pour la rénovation des espaces d'enseignement et de recherche pour l'année 2010-2011

	Valeur ('000	\$ déc 2010)	Age mo	yen (ans)	Valeur ('000 \$ déc. 2010)	Besoins théoriques pour la rénova	
Établissements	Valeur de remplacement		pour les	ajusté pour	Valeur de remplacement des espaces	des espaces d'enseign	nement et de re
	(VRESP)	ministérielles	ESP	les ESP	multiplié par leur âge moyen ajusté ('000 \$)	Avant récupération	Après récup
		en réam. et rénov.			pour les ESP	des taxes de ventes	des taxes de
	(1)	(2)	(3)	(4)	$(5) = (1 \times 4)$	(6) ¹	(7)
Bishop's	141 133	50 419	43,858	25,996	3 668 893	2 999	2 812
Concordia	1 041 523	236 551	25,206	13,850	14 425 094	11 790	11 053
aval	1 555 614	443 220	37,279	23,033	35 830 457	29 285	27 455
McGill	1 735 499	517 344	38,957	24,052	41 742 222	34 117	31 985
Montréal	1 568 542	495 757	36,798	20,995	32 931 539	26 916	25 234
École des hautes études commerciales	205 925	45 355	22,641	11,628	2 394 496	1 957	1 835
Scole Polytechnique de Montréal	360 066	104 866	28,777	14,215	5 118 338	4 183	3 922
Sherbrooke	641 573	172 543	31,048	17,601	11 292 326	9 230	8 653
Total partiel sans l'UQ	7 249 875	2 066 055			147 403 365	120 477	112 949
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	51 679	2 607	10,641	8,119	419 582	343	322
Université du Québec à Chicoutimi	207 628	42 047	23,598	13,472	2 797 164	2 286	2 143
Université du Québec à Montréal	910 292	168 680	20,259	10,994	10 007 750	8 180	7 669
Iniversité du Québec en Outaouais	119 447	51 106	32,360	10,967	1 309 975	1 071	1 004
Jniversité du Québec à Rimouski	156 224	34 586	26,705	15,636	2 442 718	1 997	1 872
Université du Québec à Trois-Rivières	283 490	72 571	28,328	15,528	4 402 033	3 598	3 373
nstitut national de la recherche scientifique	261 427	49 794	22,516	12,993	3 396 721	2 776	2 603
Ecole nationale d'administration publique	28 721	1 681	11,000	8,074	231 893	190	178
École de technologie supérieure	276 706	17 796	14,522	11,306	3 128 438	2 557	2 397
l'élé-université	18 918	836	9,000	6,790	128 453	105	98
Iniversité du Québec (siège social)	51 147	16 138	31,423	15,647	800 297	654	613
Total partiel de l'UQ	2 365 679	457 842			29 065 024	23 757	22 272
TOTAL	9 615 554	2 523 897			176 468 389	144 234	135 221

L'enveloppe théorique globale de rénovation est égale à 1,5 % de la valeur normalisée de remplacement des espaces subventionnés en propriété (VRESP) de l'ensemble des universités; elle est répartie entre les établissements au prorata du produit de leur VRESP par l'âge moyen ajusté de leurs espaces subventionnés en propriété (ESP): (8) = (1.5 % x 9 615 554) x [(5) ÷ 176 468 389].

²Une récupération de taxes de vente de 6,25 % a été appliquée aux enveloppes théoriques de rénovation.

PQI 2010-2015: RÉSORPTION DU DÉFICIT D'ENTRETIEN ACCUMULÉ

Enveloppes réparties associées à la résorption du déficit d'entretien accumulé pour l'année 2010-2011

	Espaces	Valeur (\$ déc. 2010/m²)	Valeur ('000 S	déc. 2010)	Âge m	oyen (ans)	Valeur ('000 \$ déc. 2010)	Besoins théoriques p
Établissements	subventionnés	Valeur moyenne normalisée de	Valeur de remplacement	Total des interventions mmistérielles	pour les	ajusté pour	Valeur de remplacement des espaces	des espaces d'enseigne
	en propriété		5 ans et plus		ESP 5ame	les ESP 5ans+	multiphé par leur âge moyen ajusté (000\$)	Avant récupération
	(ESP 5ms+)	remplacement pour ESP	(VRESP 5ame)	en réam, et rénov.			pour les ESP	des taxes de ventes
	(1)	(2)	$(3) = (1 \times 2)$	(4)	(5)	(6)	(7) = (3 x 6)	(6) 1
Bishop's	52 781	2 673,94	141 133	50 419	43 858	25 996	3 668 893	2 744
Concordia	272 163	2 800,41	762 168	236 551	33 448	17 930	13 665 672	10 221
Laval	502 173	2 864,94	1 438 696	443 220	40 119	24 715	35 557 372	26 593
McGıll	579 334	2 845,16	1 648 298	517 344	40 900	25 207	41 548 648	31 074
Montréal	528 927	2 853,56	1 509 325	495 757	38 097	21 674	32 713 110	24 466
École des hautes études commerciales	82 848	2 485,58	205 925	45 355	22 641	11 628	2 394 496	1 791
École Polytechnique de Montréal	81 378	3 162,97	257 396	104 866	38 690	18 319	4715237	3 527
Shertwooke	209 362	2 818,08	589 999	172 543	33 496	18 874	11 135 641	8 328
Total partiel sans l'UQ	2 308 966		6 552 940	2 066 055			145 399 069	108 744
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	12 395	3 365,37	41 714	2 607	12 742	9,617	401 164	300
Université du Québec à Chicoutimi	66 698	2 960,79	197 479	42 047	24 657	14 011	2 766 878	2 069
Université du Québec à Montréal	301 116	2 698,81	812 655	168 680	22,222	11,844	9 625 086	7 199
Université du Québec en Outaouais	37 486	2 637,04	98 852	51 106	38.839	12.989	1 283 989	960
Université du Québec à Rimouski	43 093	2 821,45	121 585	34 586	33 737	19 514	2 372 610	1774
Université du Québec à Trois-Rivières	97 270	2 647,98	257 569	72 571	31 050	16 962	4 368 885	3 267
Institut national de la recherche scientifique	59 627	3 454,55	205 984	49 794	27 969	15 882	3 271 438	2.447
École nationale d'administration publique	11 798	2 434,41	28 721	1 681	11 000	8,074	231 893	173
École de technologie supérieure	87 911	3 147,61	276 710	17 796	14 522	11 306	3 128 483	2 340
Télé-université	7 684	2 462,01	18 918	836	9,000	6,790	128 453	96
Université du Québec (siège social)	20 006	2 528,03	50 576	16 138	31 441	15 487	783 271	586
Total partiel de l'UQ	745 084		2 110 763	457 842			28 362 150	21 211
TOTAL	3 054 050		8 663 703	2 523 897			173 761 219	129 955

¹ L'enveloppe théorique globale de rénovation est égale à 1,5 % de la valeur normalisée de remplacement des espaces subventionnés en propriété (VRESP) de l'ensemble des universités; elle est répartie entre les établissements au prorata du produit de leur VRESP par l'âge moyen ajusté de leurs espaces subventionnés en propriété (ESP) : (8) = (1,5 % x 8 663 703) x [(7) ÷ 173 761 219].

²Une récupération de taxes de vente de 6,25 % a été appliquée aux enveloppes théoriques de rénovation.

PQI 2010-2015 : FQRNT

Subventions Équipements pour l'année 2009-2010

Établissements	Projets de recherche en équipe	Établissement de nouveaux chercheurs	Subventions pour l'année 2009-2010
Bishop's			
Concordia	88400	229 220	317 620
Laval	57 363	76 610	133 973
McGill	296 075	125 164	421 239
Montréal	198 431	96 742	295 173
École des hautes études commerciales			
École Polytechmque de Montréal	110 355	79 020	189 375
Université de Sherbrooke	40 000	197 797	237 797
Total partiel sans I'UQ	790 624	804 553	1 595 177
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue			
Université du Québec à Chicoutimi		49 323	49 323
Université du Québec à Montréal		149 372	149 372
Université du Québec en Outaouais			
Université du Québec à Rimouski	40 000	100 000	140 000
Université du Québec à Trois-Rivières	11 000	67 351	78 351
Institut national de la recherche scientifique	35 000	80 950	115 950
École nationale d'administration publique			
École de technologie supérieure Télé-université	43 115		43 115
Total partiel de l'UQ	129 115	446 996	576 111
TOTAL	919 739	1 251 549	2 171 288

Note: Le montant de la subvention, en sus de l'enveloppe approuvée de 2,170 MS, est financé à même des fonds approuvés et non utilisés pour cette enveloppe au PQI 2004-2009.

PQI 2010-2015 : DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Mesure du discours sur le budget 1995-1996

Établissements	Année 2010-2011 ('000 \$)	Année 2011-2012 ('000 \$)	Année 2012-2013 ('000 \$)	Année 2013-2014 ('000 \$)	Année 2014-2015 ('000 \$)
Bishop's	71	71	71	71	71
Concordia	1 043	1043	1043	1043	1043
Laval	1 874	1874	1874	1874	1874
McGill	1 882	1882	1882	1882	1882
Montréal	2 227	2227	2227	2227	2227
École des hautes études commerciales	525	525	525	525	525
École Polytechnique de Montréal	867	867	867	867	867
Sherbrooke	563	563	563	563	563
Total partiel sans l'UQ	9 052	9 052	9 052	9 052	9 052
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	131	131	131	131	131
Université du Québec à Chicoutimi	414	414	414	414	414
Université du Québec à Montréal	2 077	2077	2077	2077	2077
Université du Québec en Outaouais	294	294	294	294	294
Université du Québec à Rimouski	319	319	319	319	319
Université du Québec à Trois-Rivières	631	631	631	631	631
Institut national de la recherche scientifique	405	405	405	405	405
École nationale d'administration publique	124	124	124	124	124
École de technologie supérieure	212	212	212	212	212
Télé-université	195	195	195	195	195
Université du Québec (siège social)	146	146	146	146	146
Total partiel de l'UQ	4 948	4 948	4 948	4 948	4 948
TOTAL	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000



Education, Loisir et Sport Québec EJ EJ